

# Pièce de rechange, un marché juteux avec absence totale de contrôle

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4160 - Ven. 28 - Sam. 29 avril 2017 - Prix : 10 DA

Vieille porte «Bab El-Fouka» à Béjaïa

## Le wali ordonne en urgence des travaux de consolidation du site

Sellal à Tamanrasset

## «Les jeunes sont les artisans de l'Algérie de demain»

● Sellal aujourd'hui dans la wilaya de Médéa

Les interventionnistes reviennent à la charge

Par Mohamed Habili

**A**u physique, la particularité de Ben Johnson, le ministre britannique des Affaires étrangères, c'est que même en costume cravate, dans l'habit du moine autant dire, il a l'air débraillé, impression renforcée par le fait qu'il est toujours décoiffé. Ses propos sont en général à l'avenant : ils n'ont rien de diplomatiques. On peut y voir aussi bien de la brutalité que de la franchise. En fait, c'est tantôt l'une tantôt l'autre, et quelquefois les deux en même temps. Ce que ses autres homologues européens tiennent à enrober dans un langage policé et aseptisé, lui-même l'exprime sans détours et sans finasserie. Sur le même sujet, la Syrie par exemple, il fait cause commune avec Jean-Marc Ayrault, son homologue français. Tous les deux plaident pour une intervention armée contre Damas, mais qui le cas échéant se ferait sous la conduite exclusive des Etats-Unis. Une action qui serait dans le style du bombardement avec missiles de croisière mené dernièrement par les Américains sur la base aérienne de Shayrat, mais qui se poursuivrait jusqu'à la chute du pouvoir syrien. Mais autant le ministre français ne préconise ni ne dit rien de précis, se contentant de suggérer ce qu'il serait bon d'entreprendre, en se faisant notamment fort d'apporter la preuve de la responsabilité du régime syrien dans l'attaque au gaz de Khan Chikhoun, autant le chef de la diplomatie britannique ne laisse planer aucun doute quant à sa préférence, et bien entendu à celle du gouvernement dont il fait partie.

Suite en page 3

### J-5/Campagne électorale

# La corruption, argument pour courtiser les électeurs

- Ahmed Ouyahia/«Il n'y a pas d'Algérie sans la sécurité, la stabilité et l'unité»
- Tizi Ouzou/Louisa Hanoune plaide pour la création d'un secrétariat d'Etat de tamazight



Inquiets par le spectre de l'abstention qui de plus en plus se fait ressentir à quelques jours de la clôture de la campagne électorale prévue le 30 du mois en cours, quoi de meilleur que le sujet de la corruption pour drainer l'affluence et donc la voix des citoyens, tant ces derniers en souffrent et la dénoncent au quotidien. Lire pages 2 et 3

Pétrole et gaz

## Maintien du volume d'exportations

Musique

## Les groupes «Ithran» et «Djmawi Africa» en concert à Alger

J-5/Campagne électorale

# La corruption, argument pour courtiser les électeurs

■ Inquiets par le spectre de l'abstention qui de plus en plus se fait ressentir à quelques jours de la clôture de la campagne électorale prévue le 30 du mois en cours, quoi de meilleur que le sujet de la corruption pour drainer l'affluence et donc la voix des citoyens, tant ces derniers en souffrent et la dénoncent au quotidien.

Par Linda Naili

Voter en masse lors du scrutin législatif du 4 mai prochain demeure le mot d'ordre récurrent dans les discours animant leur campagne électorale des chefs de partis et formations politiques au vu du désintéressement inquiétant des citoyens. Pour cela, qualifiant ce rendez-vous électoral de «crucial pour l'avenir du pays» devant «ouvrir des perspectives», et assurer «une légitimité nécessaire à l'engagement des réformes impératives pour la préservation de l'Algérie et sa



PHE. Soraya J. A.

stabilité», nombreux sont ceux à avoir ouvertement ou de manière plus implicite à avoir évoqué le «phénomène de la corruption», «dépense des ressources de l'Algérie». Un phénomène que tous «s'engagent» à «lutter» en cas «de victoire à ces législatives» pour peu que les électeurs saisissent «cette opportunité» pour «élire des représentants capables de lutter efficacement contre la corruption et la gabegie». C'est ainsi que Ahmed Ouyahia, secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), outre d'insister encore une fois sur la nécessité de maintenir la «vigilance» pour préserver la sécurité et la stabilité de l'Algérie, laquelle stabilité garantira la poursuite du proces-

sus de développement et de l'édification du pays», plaidera pour «l'élargissement des prérogatives de la commune dans le cadre de la décentralisation de la gestion ainsi que la promotion de l'Etat de droit par la lutte contre la corruption notamment dans les dossiers de l'investissement». Ouyahia, à l'occasion, ne manquera de réitérer la position de son parti à l'égard du rapt d'enfants, appelant, à ce propos, au rétablissement de la peine de mort à l'encontre des kidnappeurs d'enfants. En outre, Amara Benyouène, président du Mouvement populaire algérien (MPA), qui insiste sur la réhabilitation de l'Etat et sa réconciliation avec la société à travers la concrétisation d'une «décentrali-

sation véritable», indique que le programme de son parti contient «plusieurs propositions à même de lutter contre toute forme de dépassement juridique, du clientélisme et de la corruption». Les partis de mouvance islamique ne sont pas en reste de ce discours. C'est ainsi que le président du mouvement El-Bina, membre de l'instance présidentielle de l'union Nahda-Adala-Bina, Mustapha Belmehdi a appelé «à barrer la route à la corruption à travers un vote massif en choisissant des candidats soucieux de l'intérêt de l'Algérie lors des prochaines élections législatives». Mohamed Douibi, secrétaire général du mouvement Nahda, enchaînera en affirmant qu'«il convient de mener des cam-

pagnes socio-éducatives et de combattre la corruption» afin de «réformer la société algérienne». Pour sa part, le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderrezak Makri, se contentera de dire à son auditoire qu'il «est temps de changer les pratiques politiques et de mettre un terme aux phénomènes qui polluent la scène politique». De son côté, la secrétaire générale du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune, qui ne rate aucune occasion pour évoquer ce sujet, a assuré la détermination des députés de son parti à proposer un projet de loi de lutte contre la corruption, mettant en garde contre «le danger de l'argent sale et l'oligarchie qui tente de polluer le futur Parlement». Quant au président du Front national algérien (FNA), Moussa Touati, qui a estimé que «c'est la dégradation du pouvoir d'achat et du niveau de vie des travailleurs qui est à l'origine de la recrudescence de ces phénomènes», a souligné dans ses propos «la nécessité d'un meilleur choix de candidats pouvant contribuer à l'éradication de ces fléaux». Le premier secrétaire national du FFS, Abdelmalek Bouchafa, a plaidé pour la reconstruction d'un consensus national auquel adhéreront tous les Algériens, lequel projet portera sur «l'égalité des droits et des devoirs et sur le contrôle des institutions pour lutter contre toute forme de corruption».

L. N.

Tizi Ouzou

## Louisa Hanoune plaide pour la création d'un secrétariat d'Etat de tamazight

La secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), M<sup>me</sup> Louisa Hanoune, a plaidé, jeudi, en faveur de la création d'un secrétariat d'Etat pour la promotion et le développement de tamazight tout en appelant à son enseignement généralisé et obligatoire à travers le pays. Intervenant au cours d'un meeting à Tizi Ouzou, M<sup>me</sup> Hanoune a rappelé le long combat mené par des hommes et des femmes pour faire aboutir cette revendication, notamment en Kabylie qui a payé «un lourd tribut» pour son engagement en faveur de la cause identitaire et les libertés démocratiques. Pour elle, le combat pour d'autres droits doit être poursuivi, soulignant que «les droits s'arrachent mais ne se donnent pas», expliquant que la participation de son parti aux prochaines législatives est «une invitation au combat».

La SG du PT est plus que convaincue que les citoyens peuvent imposer le changement en allant massivement voter le 4 mai prochain en élisant de «véritables députés capables de défendre les intérêts de leurs concitoyens et non ceux qui s'adonnent au clientélisme auprès des ministres». Relevant de «graves dépassements» enre-

gistrés durant la campagne électorale, M<sup>me</sup> Hanoune s'en est prise au président de la Haute Instance indépendante de surveillance des élections (Hiise), lui reprochant de «mentir» sur les conditions réelles du déroulement du prochain scrutin en citant l'exemple de l'utilisation des moyens de l'Etat par certains candidats ou encore le recours à l'argent sale par d'autres pour financer leur campagne électorale.

Ces pratiques incitent le citoyen à perdre confiance et à son abstention dont elle tient pour responsable d'un tel échec le gouvernement.

D'autres sujets économiques et sociaux ont été également abordés par la SG du PT qui a saisi l'occasion de réitérer ses positions par rapport au nouveau régime de retraite ou encore la nouvelle loi sur la santé.

Hamid Messir



Ph/Le Jour

Louisa Hanoune dans un meeting à Béjaïa

## «Faire entendre la voix des travailleurs et des démunis»

Dans un meeting animé en fin de semaine à Béjaïa, M<sup>me</sup> Louisa Hanoune a mis à profit la campagne électorale pour les élections législatives du 4 mai prochain pour critiquer le FLN et le RND d'avoir «mené le pays à la ruine». Pour elle, ces deux partis à la tête du pouvoir depuis plus de 20 ans, pour ne pas dire plus, «sont responsables de la crise qui secoue le pays depuis de très longues années et sont un véritable obstacle pour le progrès et la démocratie». Elle tient aussi ces deux formations politiques comme responsables de la situation politique qui règne dans le pays. Selon elle, «ils ont mené une entreprise de dépolitisation de la société et privilégié une minorité d'Algériens au détriment de la majorité des Algériens qui continuent à résister». Elle a ensuite averti du

«risque de chaos pour le pays» et «le désespoir qui a gagné la jeunesse pour qui tous les horizons ont été bouchés au point de fuir le pays et mourir dans leurs traversées vers de supposés eldorados». La secrétaire générale du Parti des travailleurs, qui alerte sur une possible «fraude», a justifié sa participation qui se veut, selon elle, une manière «de stopper la descente aux enfers et faire entendre la voix des travailleurs et des démunis» devant «une oligarchie sans pitié». Elle a accusé le FLN d'avoir exploité l'histoire et considéré que sa vraie mission s'est terminée en 1962, à l'indépendance de l'Algérie. S'agissant du RND, elle a tenté de contredire le programme en rappelant que ce parti a refusé de voter sa proposition de porter le seuil salarial à 36 000 alors qu'aujourd'hui on

propose un seuil à quatre fois le Smig. La responsable du PT veut construire un rapport de force au sein de l'APN afin de contrer l'actuel politique du gouvernement et surtout «les lois sauvages et antisociales» adoptées par les deux partis au pouvoir. Elle a averti sur le risque de révolte que pourrait provoquer la politique économique d'austérité menée et qui étouffe le peuple. Et d'ajouter : «L'Algérie vit la situation la plus dangereuse depuis l'indépendance avec une crise institutionnelle et constitutionnelle, en raison de l'interconnexion de l'argent, des affaires avec la politique». Pour elle, «la chute du prix du baril de pétrole a mis à nu l'oligarchie meurtrière à travers une politique qui plaît aux puissants et qui met en danger la souveraineté nationale».

Hocine Cherfa

Ahmed Ouyahia

# «Il n'y a pas d'Algérie sans la sécurité, la stabilité et l'unité»

■ Ouyahia a placé ces conditions comme axes principaux dans le programme électoral de son parti.

Par Hamid Messir

Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia a animé hier un meeting à Tizi Ouzou au cours duquel il s'est longuement attardé sur la nécessité de préserver l'unité, la stabilité et la sécurité du pays car sans celles-ci il n'y a point d'avenir de l'Algérie dans un contexte régional difficile marqué par l'insécurité et l'instabilité qui règnent chez ses voisins comme la Libye ou le Mali. Ouyahia a placé ces conditions comme axes principaux dans le programme électoral de son parti. Evoquant la question amazighe, il a plaidé en faveur de la mise en place de l'académie de la langue amazighe pour son développement et la généralisation de son enseignement à travers le pays. A l'égard des partisans de «l'indépendance et l'autonomie de la Kabylie», Ouyahia a rétorqué que l'Algérie pour laquelle des milliers de chouchada et de moudjahidine de la région ont combattu contre toute tentative d'atteinte à son intégrité territoriale restera une et indivisible. Même s'il reconnaît que ceux qui expriment de telles revendications, il déclare : «nous ne renierons jamais qu'ils sont des Algériens à part entière». Son allié au sein du gouvernement n'a pas échappé, par ailleurs, aux critiques du SG du RND qui s'est interrogé comment peut-on affirmer que «notre parti est l'Etat et nous sommes l'Etat» allusion faite au SG du Front de libération nationale (FLN), Djamel Ould Abbès. Pour lui, il est insensé de parler de démocratie et des élections si on continue à dire que «nous resterons toujours aux



Ph. (M. Zetouk) / A.

commandes du pays» et s'opposer à l'alternance au pouvoir. Les questions économiques dans le programme de son parti ont été longuement évoquées par le SG du RND en avertissant qu'il ne faut jamais tomber dans le piège du Fonds monétaire international (FMI) dont il ne cesse de recommander à l'Algérie à se désengager de sa politique sociale sans

manquer de rappeler le contexte des années 90 quand le pays était contraint de recourir à l'endettement extérieur. Pour Ahmed Ouyahia, la conjoncture financière du pays induite par la chute drastique des recettes pétrolières est certes difficile mais il est toujours possible de surmonter cette épreuve en se remettant au travail par sa revalorisation et

la révision de la politique économique du pays à travers la libération des initiatives du privé algérien. La décentralisation sera renforcée prochainement, a soutenu le SG du RND qui a souligné son importance pour une meilleure gouvernance par commencer à revoir les prérogatives des élus à l'échelle locale en les élargissant davantage. **H. M.**

L'Etat veut mettre de l'ordre dans le secteur

## Pièce de rechange, un marché juteux avec absence totale de contrôle

Avec des importations qui ont atteint 1,2 milliard de dollars en 2016, l'enjeu du marché algérien de la pièce détachée automobile et mécanique n'est plus à démontrer. Le parc automobile ne cesse de se développer en Algérie à la faveur d'une politique qui a favorisé depuis des années déjà l'acquisition d'une voiture pour les catégories à revenus moyens qui ont le droit d'acquérir leur bien par facilités de paiement. En corrélation avec le parc automobile qui depuis des années ne fait qu'augmenter, forcément le marché des pièces de rechange augmente aussi. Miné par le phénomène de la contrefaçon et de la contrefaçon, le marché de la pièce détachée de rechange reste au cœur des préoccupations des professionnels de l'automobile. A cet effet, le ministre de l'Industrie et des Mines,

Abdeslam Bouchouareb, a annoncé jeudi à Oran qu'un projet de cahier des charges portant l'organisation du marché de la pièce de rechange était en cours de préparation. Nous sommes sur un projet de cahier des charges pour l'organisation du marché de la pièce de rechange, a souligné le ministre, lors de son intervention à l'ouverture de la rencontre sur la convention de sous-traitance, en présence d'environ 200 fournisseurs nationaux et étrangers. Abdeslam Bouchouareb s'est dit convaincu que la compétitivité globale de la filière automobile relève de la compétitivité de chacun de ses maillons, allant des grands donneurs d'ordre aux PME sous-traitantes. Et d'ajouter : l'organisation du marché de la pièce de rechange intervient dans le cadre de la promotion d'un écosystème favorable au dévelop-

pement de la filière. Dans le cadre de la politique nationale des filières, le ministre a par ailleurs relevé que l'Algérie est déjà engagée dans les industries structurantes comme la sidérurgie et la métallurgie et projette d'investir dans les aciers spéciaux. Pour la plasturgie, le gouvernement vient d'initier un ambitieux plan en pétrochimie visant à assurer la disponibilité des intrants dérivés du pétrole, a-t-il déclaré.

### L'exportation des véhicules Renault est envisageable

Par ailleurs, le ministre a considéré que l'exportation des véhicules Renault produits à Oran «est envisageable». «Nous sommes appelés à produire pour le marché national, mais nous tablons également à destiner une

partie de cette production à l'exportation. Et c'est notre objectif», a-t-il souligné à ce propos. M. Bouchouareb s'est félicité de la progression du taux d'intégration de cette usine d'automobiles, située au sud de la capitale de l'Ouest algérien, qui permettra de réaliser les perspectives de son développement y compris l'exportation devant être programmée, une fois la capacité de production égale ou supérieure à 100 000 véhicules, a-t-on expliqué. Le taux d'intégration dans cette usine d'automobile, réalisée dans le cadre du partenariat algéro-français, serait entre 42% et 46% d'ici à 2019, selon le ministre qui a mis l'accent sur l'importance du développement du tissu de sous-traitance pour dépasser les objectifs escomptés en la matière. En outre, Abdeslam Bouchouareb a relevé que le gouvernement

## LA QUESTION DU JOUR

### Les interventionnistes reviennent à la charge

suite de la page Une

La France prend même la précaution de brouiller encore plus son propos en donnant à penser qu'elle ne s'est toujours pas décidée pour la manière forte en Syrie. A noter tout de même que la France dont il s'agit n'a plus que quelques jours à vivre. Bientôt une autre la relèvera, qui ne sera peut-être pas pour le scénario libyen, et cela quel que soit le résultat du deuxième tour de la présidentielle. Emmanuel Macron, dans la mesure où c'est lui qui est élu le 7 mai prochain, peut ne pas être exactement sur la même ligne que le président sortant, même s'il a l'air de s'y reconnaître. En revanche, il ne fait aucun doute que cette politique ne sera pas celle de Marine Le Pen. Du côté britannique, nulle ambiguïté à cet égard : le choix interventionniste est fait par le gouvernement conservateur depuis longtemps. S'il n'a pas été mis en œuvre, c'est juste que le Parlement s'y est opposé, et que les Etats-Unis sous Barack Obama reculaient devant cette option. En déclarant que dans le cas où les Etats-Unis voudraient lancer d'autres attaques comme celle de Shayrat en Syrie, il serait difficile pour son pays de ne pas en être, Ben Johnson n'a fait au fond que se répéter. Ses propos n'en revêtent pas moins, dans le contexte actuel, une signification spéciale. C'est comme s'il s'attendait à ce que l'administration américaine prenne bientôt la bonne décision de son point de vue, et qu'il l'encourage en ce sens en lui faisant savoir que dans cette optique elle peut compter sur la Grande-Bretagne. De là la question qui se pose de savoir si l'attaque de Shayrat n'a pas en fait brisé une sorte de barrière psychologique, ou ce qui revient au même, si elle n'a pas ouvert l'appétit des interventionnistes, les mêmes que ceux qui ont opéré en 2011 en Libye, avec les conséquences que l'on sait. Depuis cette attaque en tout cas, les interventionnistes les plus convaincus, les gouvernements britannique et français, reviennent à la charge, sentant le vent tourner dans la bonne direction, et voulant plus que jamais y mettre du leur. **M. h.**

continue à encourager cette filière de l'industrie mécanique, en adaptant la réglementation avec la dynamique actuelle que connaît le secteur. A ce titre, l'Algérie projette une capacité de production oscillant entre 400 000 et 500 000 véhicules par an à l'horizon 2022, selon le ministre qui a également fait état de l'importance des dossiers lancés et ceux au stade de maturation et installés.

Meriem Benchaouia



## Pétrole et gaz

## Maintenance du volume d'exportations

■ Le P-dg de Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour, a affirmé, jeudi à Paris, que l'Algérie maintiendrait son niveau des exportations de pétrole et de gaz tout en assurant la sécurité de l'approvisionnement du marché domestique.

Par Salem K.

«**N**ous continuons à assurer la sécurité de l'approvisionnement de notre marché domestique. Nous tenterons de maintenir et, éventuellement, d'augmenter le niveau des exportations de pétrole et de gaz», a-t-il souligné dans son intervention au 18<sup>e</sup> Sommet international du pétrole, après avoir développé les défis et les opportunités de l'industrie des hydrocarbures en Algérie. Il a indiqué aux participants à ce sommet, constitués de ministres, de chefs d'entreprises activant dans le secteur du pétrole et du gaz, et d'experts internationaux, que l'ambition de l'Algérie est de devenir une «place attractive» pour l'industrie pétrolière internationale. «J'ai une vision claire de l'avenir du secteur de l'énergie de mon pays et du rôle que mon entreprise peut jouer dans le futur», a expliqué Ould Kaddour. Il a précisé, dans ce



Abdelmoumen Ould Kaddour, P-dg de Sonatrach

contexte, que Sonatrach visait à diversifier ses activités et également à investir de plus en plus dans les sources d'énergies

renouvelables, en particulier dans l'énergie solaire dont l'Algérie bénéficie en abondance.

En effet, l'Algérie, plus grand pays d'Afrique, de la Méditerranée et du monde arabe de par sa superficie, dispose de l'un des gisements solaires les plus élevés au monde estimé à plus de 5 milliards Gwh/an. La moyenne annuelle d'ensoleillement de tout le territoire est estimée à plus de 2 500 heures et dépasserait les 3 600 heures dans certaines parties du territoire. «Nous sommes déterminés à développer nos ressources en tenant dûment compte des préoccupations sociales et environnementales», a-t-il souligné. Par ailleurs, il a indiqué qu'en matière d'exploration et de production, Sonatrach maintiendra son plan de développement en amont, notamment dans des projets structurants pour assurer la croissance, et ce, pour un montant d'environ 70 milliards de dollars pour la période 2017-2021, prévoyant un investissement de 8 milliards de dollars par an dans les activités d'exploration et de production. Il a sou-

tenu que dans la stratégie de Sonatrach en matière d'exploration et de production, la réduction des coûts est une priorité pour rendre les investissements futurs plus rentables. En matière d'exploration, M. Ould Kaddour a indiqué que la compagnie nationale qu'il dirige avait enregistré de bons résultats, mais que les découvertes restaient modestes. «En moyenne, nous avons 30 découvertes de taille moyenne par an depuis 2010», a-t-il précisé, ajoutant que les réserves sont «appréciables». Les dépenses d'investissement (Capex) des partenaires dans l'exploration sont en baisse depuis 2010. Au total, 2,4 milliards de dollars ont été investis en partenariat pour la période 2010-2016, soit une moyenne de 300 millions de dollars/an, a-t-il expliqué, soulignant que la plupart des investissements (Capex) sont soutenus par Sonatrach.

S. K./APS

## Reconduction de l'accord Opep

## Le SG de l'Opep exprime son optimisme

Le secrétaire général de l'Opep, Mohammad Sanusi Barkindo, a exprimé, jeudi à Paris, son optimisme quant à l'éventuelle reconduction de l'accord sur la réduction de la production, décidé en décembre dernier par les pays membres de l'Opep et non Opep. Le comité de monitoring Opep et non Opep présentera, le 25 mai prochain, un rapport détaillé sur le marché pétrolier, depuis janvier dernier, et sur l'impact de la décision de décembre dernier, a-t-il indiqué à la presse en marge du 18<sup>e</sup> Sommet international du pétrole qui s'est tenu jeudi à Paris, exprimant son optimisme et sa confiance pour un consensus entre les différentes parties au sujet de la prolongation, pour six mois, de l'accord de réduction de leur production de pétrole. La proposition de la création du comité, rap-

pelle-t-on, est l'une des composantes de la proposition algérienne adoptée par les pays Opep et non Opep lors de la réunion de décembre dernier à Vienne. «Le consensus est en train de se construire progressivement. Cela prend du temps, en raison du nombre de pays (24)», a expliqué le SG de l'Opep, ajoutant que chacun de ces pays a un rôle important à jouer. Au cours des travaux du sommet, la majorité des intervenants ont émis le vœu de voir l'accord proroger. C'est ce qu'a exprimé, entre autres, le P-DG de Total, Patrick Pouyanné, en se disant convaincu que les parties concernées vont prolonger leur engagement actuel, estimant que c'est le seul choix pour que l'accord ait un réel impact sur les marchés. Pour le patron de Total, «un baril à 60 dollars est bénéfique

pour tout le monde, producteurs et consommateurs». Le même avis est partagé également par l'ancien ministre algérien de l'Énergie, Nordine Aït Laoussine, président du Sommet international du pétrole. En s'adressant au SG de l'Opep, il s'est demandé pourquoi tant d'hésitation pour la reconduction de l'accord qui a joué un rôle important dans la stabilité du marché. Il a même déploré le fait que la décision eut été prise un peu en retard. Mais tous les participants ont reconnu que l'accord a restauré la stabilité du marché pétrolier. C'est ce qui ressort, en particulier, de l'intervention de M. Barkindo qui a d'abord retracé les péripéties de l'accord, en soulignant le rôle important de la rencontre d'Alger qui s'était érigée en réunion extraordinaire de l'Opep. Il a indiqué que,

depuis janvier 2017, le stock flottant de pétrole a diminué de plus de 40 millions de barils, soutenant que le marché du pétrole s'est rééquilibré et se trouve dans la bonne direction. Il a souhaité, dans ce contexte, une reprise des investissements à long terme, un objectif sur lequel Patrick Pouyanné a insisté en disant que nous avons besoin de stratégies en matière d'investissements dans l'industrie pétrolière. De son côté, le secrétaire général du Forum international de l'énergie, Xiancheng Sun, a estimé dans son intervention que le prix du baril «ne va plus dépasser les 100 dollars et ne sera plus au-dessous du seuil des 20 dollars», expliquant qu'en 2017 le prix de l'or noir dépendra de la reconduction ou pas de l'accord Opep et non-Opep. Safia T./Agences

## Samsung Electronics Algérie lance les Galaxy S8 et S8+

## Performants, élégants et haute technologie

Un mois après son lancement mondial, Samsung Electronics Algérie n'a pas trop attendu pour mettre en avant son produit haut de gamme les Galaxy S8 et S8+ en le présentant, mercredi soir à Alger, aux médias nationaux, en présence du nouveau directeur général de Samsung Algérie, Joonho Jung qui soulignera que «le Samsung Galaxy S8 marque le début d'une nouvelle ère du design de smartphone et des services hors pair, en ouvrant de nouvelles perspectives pour découvrir le monde». La commercialisation des deux smartphones haut de gamme débutera le 5 mai prochain à partir de 102 000 DA en 5 couleurs. Ces smartphones bousculent les codes et repoussent les limites du téléphone intelligent conventionnel. Le design de ce nouveau smartphone disponible en deux versions à savoir, le Galaxy S8 de 5,8 pouces et le Galaxy S8+ de 6,2 pouces, a été complètement repensé en plaçant l'ancien bouton physique d'accueil sous l'écran pour une immersion encore plus impressionnante. L'écran Infinity Display des Galaxy S8 et S8+ magnifiquement

incurv redéfinit le design des smartphones. En sus du nouveau style, Samsung continue d'offrir une technologie de pointe comprenant une caméra perfectionnée. Le Galaxy S8 est équipé d'une caméra frontale de 8MP avec un autofocus intelligent F1.7 et d'une caméra arrière de 12MP F1.7 Dual Pixel pour un meilleur résultat en cas de faible luminosité, de zoom et de prises anti-flou, et ce, pour un meilleur traitement de l'image. Le Galaxy S8 est le premier smartphone au monde équipé du processeur 10nm pour une rapidité et une efficacité accrues. Il est également compatible avec gigabit LTE et Wi-Fi et doté d'un support allant jusqu'à 1 Gbps. Le Galaxy S8 reproduit le même éclat de couleurs et de contrastes voulu par les réalisateurs lorsque vous regardez vos émissions préférées. Il a été construit sur l'architecture Knox de Samsung, une plateforme sécurisée de niveau défense. En outre, le Galaxy S8 offrira une large gamme de technologies biométriques dont le lecteur d'empreintes, le scanner d'iris et la reconnaissance faciale. Les nouveaux fleurons de



Samsung bénéficieront de l'assistant vocal «Bixby», qui est une interface intelligente et assistera les utilisateurs pour rendre l'usage des smartphones plus facile. Avec la nouvelle touche Bixby, vous accédez facilement à cet assistant et vous consulerez les services et les applications. Samsung DeX est une solution

unique qui exploite le processeur puissant du Galaxy S8 pour une meilleure productivité et transforme ainsi votre smartphone en ordinateur pour une expérience similaire à un PC de bureau en toute sécurité. Grâce au service Smart Switch, l'utilisateur pourra transférer facilement tous les contenus depuis l'ancien smartphone vers le nouveau Galaxy S8 ou S8+. Photos, vidéos, contacts ou messages : vous pouvez récupérer tous vos contenus facilement, avec ou sans fil. Samsung nous présente aujourd'hui les premiers appareils mobiles au monde à recevoir la certification Mobile HDR Premium de l'UHD Alliance, le Galaxy S8 reproduit le même éclat de couleurs et de contrastes voulu par les réalisateurs. Il sera également équipé des principales fonctionnalités de la Gamme Galaxy que les utilisateurs apprécient, à savoir la résistance à l'eau et la poussière IP68, le support MicroSD allant jusqu'à 256GB, Always on Display, et la capacité de recharge rapide et sans fil.

Ali Zidane

Tomate industrielle à Guelma

# «Bond qualitatif» par la technique au goutte-à-goutte

■ L'utilisation de la technique d'irrigation au goutte-à-goutte dans la filière de la tomate industrielle a enregistré un «bond qualitatif» dans la wilaya de Guelma, au titre de la saison agricole 2016-2017, par rapport aux années précédentes, a-t-on appris, jeudi, de la direction des services agricoles.



Par Lydia O.

La superficie des terres agricoles concernée dans la wilaya par cette technique d'irrigation, depuis le lancement de la campagne de plantation de la tomate industrielle, au mois de mars dernier, a atteint 1 460 hectares, a indiqué la responsable de la communication et de l'information à la DSA, Leila Hemouche.

Elle a ajouté que la superficie irriguée au goutte-à-goutte a ciblé durant la saison agricole 2015-2016, 228 hectares contre 105 hectares au cours de la campagne précédente. L'extension de l'utilisation de cette technique d'irrigation est dictée, selon la même responsable, par l'adaptation des producteurs de cette filière aux conditions climatiques marquées par un manque de pluviométrie durant la saison en

cours ainsi que le recul du volume du barrage de Bouhamdane dans la commune de Hammam Debagh, une ressource hydraulique principale pour le périmètre d'irrigation de la wilaya, a-t-elle estimé. Les efforts de la DSA, en collaboration avec des partenaires du secteur et les campagnes de sensibilisation organisées pour l'identification des avantages de ce système d'irrigation et la rationalisation de

l'utilisation de l'eau pour l'irrigation de la tomate ont eu, a encore ajouté cette source, un impact positif en faveur des fellahs qui ont adhéré à ce programme pour augmenter leur production. La superficie globale concernée par la campagne de plantation de la tomate industrielle, au titre de cette saison agricole, est estimée à 3 260 hectares, selon cette responsable qui a précisé que cette opération se poursuivra pour cibler une superficie globale de 4 485 hectares, selon les objectifs tracés par la DSA. Selon la même source, la campagne de plantation de la tomate industrielle, lancée au début de la saison, a été marquée par les appréhensions des agriculteurs ce qui a entraîné une cadence lente consécutivement à la non disponibilité des eaux d'irrigation. Elle a souligné, à ce sujet, que les services centraux des secteurs agricole et hydraulique ont donné leur accord pour l'approvisionnement du périmètre d'irrigation de la wilaya depuis le barrage d'Oued Cheraf de la région de Sedrata (Souk-Ahras) par un volume de 20 millions m<sup>3</sup>, ce qui a permis d'accélérer l'opération de plantation. Les plus grandes superficies réservées à la plantation de la tomate industrielle se concentrent dans les communes de Guelma,

Belkhir, Boumahra, Bouchegouf, Beni Mezline et Djebala Khemissi, a-t-elle fait remarquer, notant que cette filière s'oriente vers l'utilisation des semis à fort rendement, notamment les plants connus localement sous les noms d'Isma, Fahla, Guelma, Farah, Jinen, Nour, Albatos, Thiziri, Chahd et Morjane. Les services locaux de ce secteur prévoient la réalisation d'une production de 3,217 millions de quintaux de tomate destinée aux marchés des fruits et légumes et aux usines, contre 2 866 millions quintaux prévus dans le cadre des objectifs tracés lors de la saison dernière.

L. O./APS

Khenchela

## Remise des clés de 70 logements à des fonctionnaires de la Sûreté nationale

LES CLÉS de 70 logements participatifs ont été remises à l'unité de maintien de l'ordre 206 de la police de la commune N'sigha (Khenchela) pour des fonctionnaires de la Sûreté nationale. La cérémonie de remise des clés des appartements à leurs bénéficiaires a été présidée par le directeur central de la santé, de l'activité sociale et des sports à la direction générale de la Sûreté nationale, le contrôleur de police Boubaker Bahmed, et l'inspecteur de la région Est de la Police, Mustapha Benaini, les deux cadres représentant le directeur général de la Sûreté nationale, le général-major Abdelghani Hamel, en présence du wali de Khenchela, Hamou Bekkouche. «Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la prise en charge des préoccupations des fonctionnaires de la Sûreté nationale concernant l'aspect social, notamment pour ce qui concerne le logement», a indiqué le contrôleur de police Boubaker Bahmed, qui a souligné que le DGSN, Abdelghani Hamel, a insisté pour que ces logements soient attribués avant le mois de ramadhan. L'inspecteur de la région Est de la Police, Mustapha Benaini, a annoncé, pour sa part, que 200 logements, de la formule location-vente AADL, seront attribués «prochainement» au profit des fonctionnaires de la Sûreté nationale de la wilaya de Khenchela.

R. R.

Bordj Bou-Arréridj

## Convention entre l'université El-Bachir-El-Ibrahimi et l'ANEM

Une convention portant organisation de sessions de formation sur les techniques de recherche d'un emploi et de création d'une micro-entreprise en faveur des étudiants a été signée entre l'université El-Bachir-El-Ibrahimi de Bordj Bou-Arréridj et l'annexe locale de l'Agence nationale d'emploi (Anem) de Bordj Bou-Arréridj, a indiqué le recteur de cette université. Cette convention vise l'accompagnement des étudiants en fin de cycle dans leur quête d'un poste de travail, a précisé Abdelkrim Benyaiche, soulignant que des ateliers de formation et des campagnes de sensibilisation seront organisés au profit des universitaires, dans le cadre de cette convention. Cette coopération inter-

vient suite à la convention signée entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et celui du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, a ajouté le même responsable, soulignant qu'un programme était tracé entre l'université et les différents dispositifs d'aide à l'emploi à l'instar de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej), l'Agence nationale de gestion du microcrédit (Angem) et la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac) pour concrétiser les clauses de ce partenariat. Le même responsable a encouragé, dans ce contexte, les étudiants à rallier ces ateliers de formation pour se familiariser avec le monde du travail, à commencer par la pré-

paration d'un CV pour aboutir aux prestations offertes par les dispositifs de soutien à l'emploi. De son côté, le directeur local de l'Anem, Salah Sekri, évoquant l'importance de former la ressource humaine, a souligné l'intérêt porté par son agence à l'étudiant, notamment en matière d'accompagnement et d'orientation pour un poste de travail répondant aux besoins du marché du travail. Le responsable a mis en exergue la nécessité de doter l'étudiant des techniques de rédaction d'un CV, de l'initier au procédé d'entretien d'embauche et l'accompagner dans les étapes de création de micro-entreprise notamment.

Hatem. D

Batna

## Près de 30 000 hectares de terres agricoles assurées

Les terres agricoles assurées contre les risques majeurs et la grêle auprès de la Caisse régionale de mutualité agricole (Crma) dans la wilaya de Batna totalisent 30 000 hectares, a indiqué le directeur local de la caisse, Safi Mehdaoui. Ces terres agricoles assurées concernent plusieurs cultures agricoles, dont la céréaliculture et l'arbori-

culture, a précisé le même responsable, en marge d'une journée de sensibilisation et de prévention des risques des incendies des récoltes agricoles, organisée au siège de la Crma, en présence de plusieurs opérateurs du secteur dont des agriculteurs. Cette journée a été organisée en prévision de la saison moisson-battage et «vise la

sensibilisation des agriculteurs quant aux dangers qui peuvent endommager leurs récoltes et la manière de s'en prémunir notamment à travers une assurance», a affirmé le même responsable. Le nombre des agriculteurs ayant assuré leurs terres agricoles, au cours de cette année, s'élève à 200 agriculteurs, selon la même source, ajoutant que l'année

2017 sera marquée par l'ouverture de 4 nouvelles agences du Crma, en plus de 10 annexes déjà opérationnelles dans la capitale des Aurès. Chaque agriculteur qui assure ses terres et ses récoltes bénéficie gratuitement d'équipement d'extinction de feu, a-t-on fait savoir.

F. A.



Défense des droits de l'Homme au Sahara occidental

# Amnesty International Belgique réitère son engagement

■ La section belge de l'ONG Amnesty International a réitéré son engagement à défendre les droits de l'Homme au Sahara occidental occupé et a dénoncé les violations dont sont victimes les Sahraouis vivant sous occupation marocaine.

Par Souad F.

« Nous renouvelons notre engagement à défendre les violations des droits de l'Homme et à les dénoncer », a déclaré Anne-Marie Léonard d'Amnesty International Belgique, à l'occasion de la projection du film documentaire « Dis-leur que j'existe » dans le cadre des rencontres « Midi des droits humains » organisées à Bruxelles. Amnesty International, qui avait elle-même été expulsée du Sahara occidental en 2014 par les autorités d'occupation marocaines, a interpellé récemment le Conseil de sécurité de l'ONU sur l'« urgence » de surveiller les droits de l'Homme au Sahara occidental, l'exhortant à élargir le mandat de la Minurso (Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental) pour permettre à cette mission onusienne le maintien de la paix et de faire des rapports sur les violations. Cette ONG a jugé « crucial »

de doter la Minurso d'un mécanisme de surveillance des droits de l'Homme au Sahara occidental afin que « les abus commis par les autorités marocaines soient portés à l'attention du monde, pour désigner les responsables et améliorer le respect des droits de l'Homme ». Amnesty International a dénoncé, à ce titre, « la montée des violations des droits de l'Homme et, en particulier, les restrictions arbitraires imposées aux manifestants pacifiques et aux militants qui soutiennent l'autodétermination pour le Sahara occidental ». Par ailleurs, la projection du film documentaire « Dis-leur que j'existe » a été l'occasion de lancer un appel à toute personne intéressée à se joindre à la délégation des observateurs internationaux au procès des prisonniers politiques de Gdeim Izik qui reprendra le 8 mai à Rabat. « Dis-leur que j'existe » trace le portrait de Naâma Asfari, juriste et militant sahraoui, condamné à 30 ans de prison par le Maroc, et de sa femme Claude Mangin, qui de visite carcérale en manifestation de soutien, œuvre pour



Ph: DF

sensibiliser l'opinion internationale à la situation du Sahara occidental et au sort de son mari et des détenus sahraouis dans les prisons marocaines. Naâma Asfari est l'un des civils sahraouis connus, aujourd'hui, sous le nom du groupe de Gdeim Izik, arrêtés, torturés et incarcérés pour avoir revendiqué, pourtant pacifiquement, le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. En novembre 2010, les autorités d'occupation marocaines sont intervenues violemment afin de démolir le camp de résistance de Gdeim Izik qui avait été formé par environ 20 000 Sahraouis afin de défendre leurs droits économiques, sociaux et cultu-

rels, y compris leur droit à l'autodétermination et leur droit à disposer librement de leurs ressources naturelles. Selon les ONG, 25 civils sahraouis ont été arrêtés à la suite de ces événements, et la plupart ont passé 27 mois en détention provisoire. Accusés d'avoir formé une « organisation criminelle » ayant pour but de commettre des actes violents contre les forces de l'ordre marocaines, certains d'entre eux ont été condamnés, en 2013, à 20 ans de prison et d'autres à l'emprisonnement à perpétuité, par un tribunal militaire, bien qu'ils soient des civils, et cela en violation du droit international. Plusieurs fois reporté, le procès

des vingt-cinq militants sahraouis ouvert lundi 13 mars devant la cour d'appel de Salé, près de Rabat, puis ajourné au 20 du même mois, a été reporté une nouvelle fois au 8 mai.

S. F./APS

## Tunisie Visite de Chahed dans le sud du pays en proie à des troubles

LE CHEF du gouvernement tunisien, Youssef Chahed, a effectué jeudi une visite à Tataouine, dans le sud du pays, une région agitée depuis plusieurs semaines par des revendications sociales. M. Chahed et plusieurs de ses ministres, dont ceux de l'Energie, de l'Investissement et des Affaires sociales, ont été accueillis par une ville en grève générale, selon des correspondants de presse sur place, même si la puissante centrale syndicale UGTT s'est démarquée de l'appel à cesser le travail. Le Chef du gouvernement effectuait cette visite à Tataouine, à 500 km au sud de Tunis, pour discuter avec des représentants de la société civile et annoncer des mesures en faveur de cette région se disant marginalisée, où de nombreux habitants réclament emploi et développement. « Le droit de Tataouine au développement n'est pas une faveur », a déclaré M. Chahed au siège du gouvernement de la ville. Les revendications locales portent notamment sur les conditions de recrutement et la répartition des revenus des entreprises pétrolières de la région. Jeudi, dans le centre-ville de Tataouine, le marché, les banques et les commerces étaient fermés. Dans certaines rues, des pneus calcinés étaient visibles, témoins des barrages installés ces dernières semaines pour bloquer les routes, selon des médias.

R. M.

## Maroc

### Les écarts de salaire entre hommes et femmes peuvent atteindre 77%

Les écarts de salaire entre hommes et femmes au Maroc peuvent atteindre 77%, selon le Mémoire économique 2017 de la Banque mondiale, qui souligne que d'« importantes inégalités et discriminations » persistent dans ce pays, rapporte jeudi la presse locale. Le quotidien marocain *Aujourd'hui* a écrit dans son rapport qui sera présenté le 15 mai prochain que l'institution financière internationale relève que d'importantes inégalités et discriminations persistent au Maroc, signalant que « les écarts de salaire entre hommes et femmes peuvent atteindre 77% ». Celles-ci sont perceptibles plus particulièrement dans les domaines économique et politique, souligne la même source, expliquant que sur le plan économique la Banque mondiale note à titre d'exemple que la discrimination entre les sexes en matière d'accès au crédit formel

limite les possibilités pour les femmes de travailler à leur propre compte à travers l'entrepreneuriat. C'est sur le marché du travail que les inégalités entre les deux sexes sont les « plus importantes », a-t-on noté. « Seulement une femme sur quatre environ en âge de travailler (26,7%) participe au marché du travail, ce qui place le Maroc au-dessus de la moyenne de la région Mena (21,8%) ». Cela dit, le pays figure parmi les 20% de pays où la participation des femmes à la vie active est la plus faible dans le monde, a-t-on encore soutenu. Les écarts entre les milieux urbain et rural se creusent, dans les villes le taux d'activité des femmes était de 17,4% en 2015 (contre 67,3% pour les hommes). Dans les zones rurales, il s'élevait à 36,6% (contre 78,2% pour les hommes). A ce sujet, le Fonds monétaire international (FMI) avait révélé en 2017 que les coûts associés aux

écarts entre hommes et femmes en termes de participation au marché du travail et d'entrepreneuriat atteindraient au total 46% du revenu par habitant, comparativement à une situation où les femmes auraient le même niveau de participation et d'entrepreneuriat que les hommes. Il faut relever qu'une fois au travail, les femmes sont en moyenne plus exposées à l'incertitude, au travail informel et à une plus faible rémunération. Autre constat important à relever : les inégalités sur le marché du travail peuvent également s'observer au niveau de la mobilité professionnelle, selon l'institution, qui indique que les femmes font face à moins d'opportunités que les hommes dans pratiquement tous les aspects de la mobilité du travail. Halim O./Agences

## Libye

### La production va pouvoir reprendre sur un important champ pétrolier

La production va pouvoir reprendre sur le champ pétrolier d'al-Sharara, dans le sud-ouest de la Libye, un « accord » ayant été conclu entre les protestataires qui bloquaient depuis début avril un oléoduc, a indiqué, jeudi, Mustafa Sanalla, président de la National Oil Corporation

(NOC) de Libye. Un « accord pour ouvrir les valves (de l'oléoduc) a été conclu tôt ce matin (jeudi) et je pense que nous pourrions reprendre progressivement la production », a déclaré M. Sanalla, en marge d'une conférence internationale sur le pétrole à Paris. La production de cet important site

pétrolier, d'une capacité de 200 000 barils par jour, était à l'arrêt depuis le 9 avril dernier, des protestataires ayant fermé l'oléoduc qui achemine le pétrole jusqu'à un port et une raffinerie à 50 km à l'ouest de Tripoli. « Nous avons eu de nombreux contacts avec le Haut conseil des tribus de la ville,

qui a joué un rôle très important pour convaincre les personnes qui bloquaient l'oléoduc », a expliqué M. Sanalla. Avant de relancer la production, la NOC doit d'abord effectuer « une évaluation de la situation et des risques », qui prendra plusieurs heures, a-t-il précisé.

N. L.



## Afghanistan

# Les talibans lancent leur «offensive de printemps»

■ Les talibans afghans ont annoncé hier le lancement de leur offensive de printemps baptisée «Opération Mansouri», du nom de leur ancien chef, indiquant viser en priorité «les forces étrangères» pour les chasser du pays.

Par Rosa D.

L'annonce, attendue, intervient alors que l'armée afghane est privée de ministre de la Défense et de chef d'État-major. Ils ont tous deux démissionné après l'assaut taliban meurtrier contre une base militaire la semaine dernière dans le nord du pays, qui a fait près de 200 victimes dont 135 morts au moins, de source officielle.

Dans leur communiqué, les

talibans préviennent que «le principal objectif de l'opération Mansouri sera les forces étrangères, leurs infrastructures militaires et de renseignement, et l'élimination de leurs mercenaires locaux», terme par lequel ils désignent les soldats et policiers afghans.

Le ministère de l'Intérieur a semblé mépriser ces menaces: «Cette offensive n'a rien de neuf, chaque année ils publient le même communiqué, mais leurs opérations échouent», a déclaré

à l'AFP le porte-parole, Najib Danish. Le chef du Pentagone, le général Jim Mattis, en visite lundi à Kaboul, a pourtant prédit «une nouvelle année difficile» pour le pays. Quelque 12 000 soldats des forces occidentales dont 8 400 Américains sont stationnés en Afghanistan sous mandat de l'Otan, qui a déployé l'opération Resolute Support pour former et appuyer les forces afghanes après la fin de la mission de combat et le retrait de la majorité des troupes étrangères fin 2014.

En dépit de cet appui, l'armée et la police afghanes ne contrôlent plus que 57% des 460 districts du pays, selon le Sigar, organisme du Congrès à Washington chargé de contrôler les activités et dépenses américaines dans le pays.

Minées par les désertions et un faible commandement, souvent corrompu et régulièrement dénoncé par les Américains, les forces afghanes encaissent de lourdes pertes, en hausse de 35% en 2016 selon le Sigar, avec près de 7 000 policiers et soldats tués sur les neuf premiers mois.

Le général John Nicholson, patron des forces américaines en Afghanistan, a réclamé cet hiver «quelques milliers d'hommes supplémentaires» pour venir à bout de l'insurrection.

Outre les talibans, une branche locale du groupe État islamique combat également le gouvernement de Kaboul et ses alliés américains dans l'Est.

Trois soldats américains ont été tués dans ces combats ce mois-ci dans la province du Nangarhar, dont deux mercredi soir. L'annonce des talibans coïncide avec la «Journée des moudjahidines», marquée en Afghanistan en hommage aux



Ph. > D. R.

combattants qui depuis 1979 et l'invasion soviétique ont donné leur vie pour libérer le pays.

Se réclamant de cette tradition, ils menacent de recourir à un éventail de stratégies, guérilla, attentats suicides, «attaques complexes et attaques de l'intérieur» retournant des soldats ou des policiers contre leurs pairs.

Ces dernières sont particulièrement redoutées car elles entament le moral des troupes.

C'est le cas de l'assaut contre la base du 209<sup>e</sup> Corps d'armée le 21 avril dans le nord, revendiqué par les talibans. Quatre des assaillants avaient précédemment servi sur cette base.

Trente-cinq membres de la base ont été interpellés pour être entendus dans le cadre de l'enquête. L'offensive porte le nom du mollah Mansour, tué le 22 mai 2016 par un drone américain au Pakistan. Il avait succédé au leader historique, mollah Omar, dont la mort a été annoncée en juillet 2015.

Preuve qu'ils se sentent confortés par leurs gains territoriaux, les talibans promettent d'opérer simultanément «sur deux axes, militaire et politique».

«Dans les régions nettoyées de la présence ennemie et sous le plein contrôle des moudjahidines, une attention particulière sera portée à l'établissement de mécanismes de justice sociale et de développement», assurent-ils.

Ils ont déjà établi une administration parallèle dans les districts qu'ils contrôlent dont le Helmand, la province du pavo dans le sud, pratiquement entre leurs mains et dont ils encerclent la capitale, Lashkar-Gah.

Depuis plusieurs années, les combats marquent le pas mais sans cesser pendant la traditionnelle trêve hivernale.

Ils ont déjà fait plus de 2.100 victimes civiles au cours des trois premiers mois de 2017, selon le décompte des Nations unies.

R. D.



## Points chauds

Entre-deux tours

Par Fouzia Mahmoudi

Si tous les sondages donnent Emmanuel Macron vainqueur au second tour de la présidentielle française, Marine Le Pen et son équipe ne perdent pas espoir de voir les électeurs français créer la surprise au soir du 7 mai prochain. Car si Macron a réussi à se sélectionner pour la phase finale de la présidentielle, la présidente du Front national en est certaine, les électeurs ne pourront qu'être choqués par le programme de «dissolution de la France» que porte le candidat du mouvement En Marche! Et elle n'hésite pas à faire feu de tout bois sur son adversaire l'accusant d'être un banquier froid et calculateur qui ne considère le peuple français que comme une «population» qui se doit d'être privé de tout particularisme au profit d'une «mondialisation sauvage». D'ailleurs, la candidate semble très pressée de confronter son programme avec celui de son adversaire lors du débat d'entre-deux tours qui se tiendra le 3 mai prochain et au cours duquel elle est persuadée qu'elle parviendra à mettre à jour le projet destructeur pour la France et les Français de Macron. Car lorsqu'il s'agit de la sécurité sociale par exemple Marine Le Pen insiste sur le fait que son adversaire veut priver ses concitoyens d'un service qu'ils payent grâce à leurs impôts. Surtout, elle veut mettre en garde contre la volonté, non dissimulée, de Macron de «mener une guerre éclair contre les travailleurs, avec une loi El Khomeri puissance mille, même pas débattue au Parlement, mais mise en place par ordonnance». Elle déplore ainsi que «ce n'est pas même plus le 49.3 de Monsieur Valls, c'est la destruction de droits fondamentaux par décret». Manuel Valls qui s'est par ailleurs proposé il y a quelques jours à «servir» au sein d'un futur gouvernement de Macron. Un soutien qui s'ajoute à une longue liste, très diversifiée, qui ne manque pas de faire partie justement des arguments qu'utilise Marine Le Pen contre le candidat de centre-gauche. Outre Robert Hue (ex-président du Parti communiste), Daniel Cohn-Bendit (ex-chef de file des Verts) ou encore l'UOIF, elle bénéficiait d'une nouvelle cible de choix : Laurence Parisot, l'ancienne patronne du Medef. «J'aimerais travailler dans une équipe au sens large. Je ne sais pas si c'est celle qui proposera Emmanuel Macron, ça peut être dans un gouvernement, mais il y a plein d'autres missions à accomplir pour la France», assurait Laurence Parisot en début de semaine sur «Franceinfo». Et pour être sûre d'avoir été bien claire, elle a récidivé auprès de «Marianne», jeudi 27 avril, se disant «prête» pour Matignon en cas de victoire d'Emmanuel Macron. Sur Twitter, Richard Ferrand, secrétaire général d'En marche! a commenté cette offre de service d'une manière éinglante. Une fin de non-recevoir qui a amené Laurence Parisot à démentir ses ambitions supposées. Car depuis quelques semaines les soutiens et les offres de «services» deviennent plus encombrants qu'utiles au candidat Macron qui n'a pas besoin, au vu de tous les sondages du moins, de ces ralliements pour gagner le 7 mai prochain. Surtout lorsqu'il entache l'image de celui qu'ils veulent soutenir. Ainsi, mercredi dernier, l'économiste Jacques Attali s'est déjà fait tancer par le même Richard Ferrand, qui lui a intimé, toujours sur Twitter, l'ordre de se taire après qu'il avait qualifié le dossier Whirlpool d'«anecdote». Un dossier où 300 personnes ont perdu leur emploi à la suite de la délocalisation de l'usine d'électroménager. Reste à savoir si les Français, eux, attendront réellement ces derniers jours avant le scrutin du second tour pour se faire une idée ou si les sorties en tous genres de cet entre-deux tours ne sont finalement faites que pour le spectacle. F. M.

## Allemagne

### Interdiction partielle du port du voile intégral

Les députés allemands ont adopté jeudi soir une loi interdisant partiellement le port du voile intégral, notamment aux fonctionnaires, un vote intervenu alors que le pays a accueilli plus d'un million de migrants, pour beaucoup musulmans. Par ailleurs, le Bundestag, la chambre basse du Parlement, a aussi adopté une série de mesures destinées à mieux lutter contre les attentats jihadistes, notamment le port du bracelet électronique pour certains suspects classés «dangereux». Le premier texte va obliger les agents publics à avoir le visage totalement découvert dans le cadre de leurs fonctions, mais il n'interdit pas le port du voile intégral dans l'espace public. Adopté à quelques mois des élections législatives du 24 septembre, où

la question de l'intégration des migrants ayant afflué dans le pays jouera un rôle primordial, il concerne les fonctionnaires et agents de la fonction publique, y compris les juges et les soldats. Il s'applique également aux membres des commissions électorales. Pour les personnes non fonctionnaires, «lorsqu'une identification est nécessaire et requise», les autorités pourront également exiger qu'elles retirent le voile ou tissu dissimulant leur visage, ajoute le texte. La loi adoptée jeudi soir prévoit des exceptions, comme par exemple en cas de risque d'infection. Officiellement, elle ne concerne pas que le voile intégral islamique. Elle a pourtant été clairement rédigée pour la burqa ou le niqab et adoptée après que l'Allemagne, sous l'im-

pulsion de la chancelière Angela Merkel, a accueilli depuis 2015 plus d'un million de demandeurs d'asile, dont beaucoup de musulmans venus de Syrie, d'Irak ou d'Afghanistan. Cet afflux a suscité des interrogations au sein de la société allemande quant à leur intégration, et a boosté les nationalistes anti-immigration de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), qui ont grimpé jusqu'à 15% dans les intentions de vote, avant de redescendre autour de 10%. «L'État a le devoir de se présenter lui-même de façon idéologiquement et religieusement neutre», insiste le texte de loi. «Une dissimulation religieuse ou idéologique du visage dans l'exercice d'une fonction publique (...) va à l'encontre de ce devoir de neutralité», poursuit-il.





Musique

# Les groupes «Ithran» et «Djmawi Africa» en concert à Alger

■ Un spectacle, dédié à la recherche, à la fusion et à la création musicale a été animé, jeudi soir à Alger, par les groupes «Djmawi Africa» et «Ithran» qui ont revisité de manière singulière des styles algériens authentiques.

Par Adéla S.

Organisé par l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda), dans le cadre du 3<sup>e</sup> Salon national de la créativité inauguré jeudi, ce concert s'inscrit dans une série de spectacles constituant le volet musical de ce salon.

Devant un public modeste-ment nombreux, le groupe «Ithran» (Etoiles) a présenté une manière singulière de revisiter la musique de la région des Aurès en élaborant une fusion entre le chant chaoui et le rock, tout en gardant les rythmes et le timbre de voix typiques de ce genre traditionnel. Ce groupe, mené par le guitariste Mohcen Ferrah,



explore le chant des rahaba et le répertoire de Aïssa Djermouni habillés de mélodies rock et d'arrangements jazz tout en restant fidèle à la rythmique traditionnelle servie par le bendir et la batterie.

Le timbre de voix particulièrement puissant du chant des Aurès est également restitué sur

scène, tout comme la danse traditionnelle de la région, par Aziz qui propose un répertoire entièrement écrit en tamazight dans sa variante chaoui.

Fondé en 1992 le groupe «Ithran», qui vise à donner un habillage contemporain à une musique traditionnelle par un grand enrichissement instrumental, a déjà édité les album «Imazighen» en 1993 et «New Tindj» en 2011 en hommage à Othmane Bali, avant de sortir aujourd'hui sa dernière création intitulée «El Mahfel» (la fête).

Plus tôt dans la soirée, le rappeur «L'Algérino» qui connaît un franc succès en Algérie, avait galvanisé le public avec ces suc-

cess basés sur un rap électro porté par les rythmes et mélodies du raï.

Après plus d'une année d'absence de la scène, le groupe «Djmawi Africa» a renoué avec le public algérois en revisitant les succès de ses deux derniers albums «Mama» et «Avancez l'arrière».

Avec leur jeu de scène dynamique et leur grand sens de la communication avec le public, les compagnons de Abdou El Ksouri, qui ont également invité sur scène des musiciens camerounais, ont su interagir avec des spectateurs, pourtant peu nombreux, grâce à un style qui s'inspire autant de musique maghrébine que du reggae avec des influences de jazz, pop et de rock.

Le 3<sup>e</sup> Salon national de la créativité se poursuit jusqu'au 3 mai prochain avec la participation d'une centaine d'exposants (éditeurs, artisans et créateurs dans différents domaines) qui animent des stands à l'esplanade de l'Office Ryadh el feth.

A. S./APS

## Espace de dialogue entre créateurs et acteurs du champ culturel

### 3<sup>e</sup> Salon de la création et de l'innovation

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a indiqué, jeudi à Alger, que le Salon de la création et de l'innovation offrait aux visiteurs l'opportunité de connaître les nouveautés sur la scène culturelle algérienne et constituait un «espace de dialogue entre les créateurs et les professionnels de la vie culturelle».

Inaugurant cette nouvelle édition du Salon de la création et de l'innovation (27 avril-3 mai) organisé par l'Office national des

droits d'auteur et des droits voisins (Onda) à Riadh El Feth, Le ministre de la Culture qui était accompagné du commissaire de l'Union africaine aux affaires sociales, Amira Fadel, a affirmé que cette espace «offre l'opportunité de faire connaître les œuvres artistiques et les créations arabes, africaines et méditerranéennes à travers les troupes artistiques qui participent au salon, la découverte de nouvelles créations et innovations artistiques et le produit cul-

turel de ces pays». M. Mihoubi a salué à l'occasion de la Journée mondiale de la propriété intellectuelle les efforts consentis par l'Onda pour faire connaître les différents produits du patrimoine ou leur préservation des violations, du vol ou du pillage auxquels ils sont exposés.

La commissaire de l'UA aux affaires sociales a précisé, pour sa part, que sa visite au salon lui a permis de «s'enquérir des différentes activités artistiques et culturelles (théâtre, cinéma et litté-

ture)», tout en relevant «l'intérêt accordé par l'Algérie à la protection de la propriété intellectuelle et aux mécanismes développés utilisés à cet effet».

Plusieurs figures artistiques et culturelles prennent part à ce salon dont le chanteur kabyle Idir, Cheb Mami, Rabah Dériassa, Abdellah Manai et la chanteuse Zakia Kara Torki. L'écrivaine Ahlem Mostaghneimi était également présente à la cérémonie d'inauguration. L'Algérie et la Tunisie participent

à cette édition aux côtés de près de 100 exposants algériens entre éditeurs, artisans et créateurs dans différents domaines, maisons d'édition, musées et artistes.

Des soirées artistiques seront animées à l'occasion de ce salon par une pléiade d'artistes et des groupes musicaux dont Djamouï Africa et Imzad, outre la projection de films modernes et classiques et des spectacles pour enfants.

Racim C.

## Cannes 2017

### Le nouveau film de Roman Polanski présenté hors compétition

Le nouveau film du réalisateur franco-polonais Roman Polanski, «D'après une histoire vraie», adaptation du livre éponyme de Delphine de Vigan, sera présenté hors compétition au 70<sup>e</sup> Festival de Cannes, qui se déroulera du 17 au 28 mai, ont annoncé jeudi les organisateurs. Le casting du film réunit notamment les actrices Emmanuelle Seigner et Eva Green.

Le cinéaste avait renoncé à présider la dernière cérémonie des César en février sous la pression de féministes, en raison des poursuites dont il fait l'objet aux États-Unis depuis 40 ans

après avoir été accusé du viol d'une mineure. Un juge américain a rejeté début avril sa demande de pouvoir revenir aux États-Unis sans être menacé d'emprisonnement, quatre décennies après avoir fui le pays pour cette affaire. Le réalisateur multirécompensé, qui a obtenu la Palme d'or à Cannes en 2002 et l'Oscar du meilleur réalisateur en 2003 pour «Le Pianiste», est venu pour la dernière fois au Festival de Cannes en 2013, où il était en compétition avec son film «La Vénus à la fourrure».

Adaptation du livre éponyme de l'auteure Delphine de Vigan,

sur un scénario d'Olivier Assayas, «D'après une histoire vraie» raconte l'histoire d'une romancière qui traverse un passage à vide.

Le film, alors encore en cours de montage, ne figurait pas dans la sélection officielle annoncée le 13 avril. Présenté hors compétition, il ne pourra pas être en lice pour la Palme d'or.

### D'autres films rejoignent les sélections cannoises

D'autres films ont également été ajoutés jeudi soir, comme

attendu, à la sélection officielle. Un long métrage, «The Square» du Suédois Ruben Ostlund («Snow Therapy»), avec Elisabeth Moss et Dominic West, rejoint les 18 films déjà en compétition pour la Palme d'or. Deux films complèteront, quant à eux, les séances spéciales, le long métrage de l'acteur Eric Caravaca «Carré 35» et le documentaire du cinéaste suisse Barbet Schroeder «Le Vénérable W.», tourné en Birmanie, dernier volet d'une «trilogie du mal» entamée avec «Général Idi Amin Dada : Autoportrait» et «L'Avocat de la terreur». R. C.

### Rendez-vous culturels

Musée du Bardo (Alger)

Du 23 avril au 22 mai :

L'exposition «La culture assaillie», organisée par l'ambassade des Pays-Bas en Algérie, en collaboration avec le Musée national du Bardo, Galerie des Ateliers Bouffé d'Art

Jusqu'au 6 mai :

Exposition-vente «Expressions Croisées» de l'artiste plasticien Yacine Aïdoud.

Galerie d'art Sirius (Télemly, Alger)

Jusqu'au 30 avril :

Exposition de peinture «Rétroplastie» de l'artiste Valentina Ghanem Pavlovskaya.



## Coup-franc direct

Laissez le coach travailler

Par Mahfoud M.

**A** lors qu'il n'a pas encore pris les rênes de la sélection nationale, on s'aperçoit déjà que le coach national, Alcaraz, est sujet à des interférences concernant la liste des convoqués pour ce premier stage de l'EN A'. En effet, le retour du gardien Chaouchi, pourtant un multirécidiviste, n'est pas innocent. Certains semblent vouloir se venger du précédent patron de la FAF, Mohamed Raouraoua, en faisant revenir en sélection tous les joueurs qu'il avait écartés. Chaouchi n'est pas un joueur qui cadre avec la vision d'Alcaraz qui voudrait instaurer la discipline. Il n'est pas, dans le même temps, une super star ou un gardien hors du commun pour faire l'impasse sur sa conduite et son tempérament outrageux et irrespectueux. Ceux qui ont appelé à le convoquer devraient assumer entièrement leurs responsabilités en cas d'un autre écart de sa part. On craint que certaines personnes malveillantes se mettent en travers de son chemin pour lui proposer même d'autres éléments en EN A même si cela est différent cette fois-ci surtout après avoir pris connaissance des qualités de tous les joueurs, notamment ceux qui évoluent à l'étranger ou qui jouent dans le championnat national, lui qui a promis de donner sa chance à tout le monde.

M. M.

### Cyclisme

## Le Grand Tour d'Algérie ajourné au mois d'octobre

LE GRAND Tour d'Algérie cycliste (GTAC-2017), initialement prévu au mois de mars dernier, a été «reporté au mois d'octobre», a annoncé mercredi le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), lors d'une audience accordée par le ministre El Hadi Ould Ali au président de la Confédération africaine de cyclisme (CAC), l'Egyptien Azzam Wadjih, en présence du président de la Fédération algérienne de cyclisme, Mabrouk Karboua. «Le Grand Tour d'Algérie cycliste a été reporté au mois d'octobre prochain», a indiqué le MJS dans un communiqué, ajoutant avoir «appuyé la demande de la Fédération algé-

rienne d'inscrire cette compétition dans le calendrier de l'Union Internationale». Au cours de cette audience, le premier responsable de l'instance africaine s'est félicité de la prochaine réalisation d'un vélodrome à Mascara. De son côté, Ould Ali a profité de l'occasion pour «soliciter l'apport d'experts africains» pour aider l'Algérie dans sa quête de développer la discipline, tout en rappelant aux nouveaux membres de la Fédération algérienne de cyclisme que leur «première mission» consistera à «renforcer la pratique de la discipline dans ses diverses spécialités», à travers «l'installation des Ligues de wilaya».

### Championnats d'Afrique de Lutte (1<sup>er</sup> J)

## 6 médailles dont 4 en or pour l'Algérie

Les sélections algériennes de lutttes associées, ont décroché, mercredi, six médailles (quatre en or et deux en argent), à l'issue de la première journée des championnats d'Afrique, organisés à El Djadida (Maroc) du 26 avril au 1<sup>er</sup> mai. Trois médailles d'or ont été remportées chez les cadets (gréco-romaine) grâce à Merikhi Ahmed (50 kg), Merabet Abdelmalek (54 kg) et Sadou Amet (63 kg), alors que la médaille d'argent a été décrochée par Dridi Mohamed Yacine (46 kg).

Chez les cadettes, Larbi

Souhila (38 kg) a décroché une médaille d'or alors que sa compatriote Akliouche Lamia (56 kg) a obtenu l'argent.

L'Algérie a engagé dans ce rendez-vous africain 17 athlètes seniors dont (deux dames), 10 athlètes chez les juniors (7 messieurs et 3 dames) et huit cadets (5 garçons et 2 filles).

Les sélections algériennes sont conduites par le staff technique composé des entraîneurs: Benjedaa Mazouz, Aoune Fayçal, Salim Chami, Benrahmoun Mohamed et Messaoud Zeghdane.

# Ligue I Mobilis/Mise à jour de la 24<sup>e</sup> journée

## La JSK sera en péril, le MCA pour la confirmation

■ La mise à jour de la Ligue I Mobilis se poursuit avec des matchs couperets pour la JSK et le MCA qui ont des objectifs opposés, alors que l'USMA, elle, souhaite terminer sur le podium.

Par Mahfoud M.

**A**insi, les Canaris qui avaient été tenus en échec à domicile lors du dernier match en retard par l'USMA, auront un déplacement périlleux à effectuer en rendant visite aux Hamraouas qui ont aussi un besoin pressant de points. Les Oranais ne souhaitent pas laisser passer cette occasion pour augmenter leur capital-points. Ce sera très difficile pour les Kabyles qui devront se donner à fond s'ils souhaitent rester dans la course au maintien en Ligue I. Les coéquipiers de Rial sont conscients en tout cas de ce qui les attend et ne se laisseront pas faire lors de cette confrontation. Le Mouloudia d'Alger, toujours en course pour une place sur le podium et qui occupe la seconde place actuellement, se rendra à Béchar pour en découder avec la JS Saoura. Les Vert et Rouge qui avaient éteint la lanterne rouge, le MO Béjaïa, sur le score de (4/1) savent ce qui les attend au stade du 20-Août 55 de Béchar et se doivent dans le même temps d'être sur leurs gardes s'ils veulent revenir avec



FLIP > D.R.

un résultat probant et demeurer en course pour une place qualificative à une compétition africaine la saison prochaine. Enfin, dans le dernier match en retard de cette journée, l'USM Alger recevra dans son ancre du stade de Bologhine la formation du CA Batna et tentera de confirmer le nul arraché à Tizi-Ouzou face aux Canaris pour espérer se rapprocher de plus en plus de son objectif qui est d'accrocher au moins la deuxième place à défaut du titre qui a filé d'entre ses doigts. Les Rouge et Noir se

doivent de l'emporter, mais rester sur leurs gardes aussi face aux gars des Aurès qui joueront leur va-tout, eux qui n'ont pas perdu espoir de rester en Ligue I même si ce ne sera pas une partie de plaisir.

M. M.

**Le programme :**  
**Samedi 29 Avril :**  
 MCO-JSK (17h)  
 USMA-CAB (17h)  
 JSS-MCA (19h)

### Ligue II Mobilis (29<sup>e</sup> journée)

## L'USMB et l'USB bien parties pour accéder

**L'**USM Blida et l'US Biskra sont en pole position pour accéder en Ligue I Mobilis, en disputant leurs matchs comptant pour la 29<sup>e</sup> journée de la Ligue II à domicile, respectivement face au CA Bordj Bou-Arreridj et l'A Boussaâda. Les gars de la ville des Roses ont de grandes chances de remonter en Ligue I surtout avec cette fin de saison qui est en leur faveur. Les pouillains de Zane ne devraient pas trouver de peine à l'emporter at home face aux Criquets jaunes surtout qu'ils avaient réussi une excellente opération face à l'ASO lors de la précédente sortie. Les Blidéens savent ce qui les attend dans ce match et se donneront à fond pour offrir les

trois points du succès à leurs supporteurs. Les Bordjiens qui sont loin de leur forme habituelle ne devraient pas poser grand problème aux gars de la Mitidja. De son côté, la formation biskrie tentera d'exploiter à bon escient la venue de l'A Boussaâda pour lui administrer une défaite et prendre des points supplémentaires qui lui permettront de rester dans la course à l'accession. Les gars de la ville des Zibans sont en ballotage favorable et devraient réussir leur objectif s'ils persévèrent dans cette voie. Ce ne sera pas évident pour les autres formations qui ne sont pas totalement exclues de la course à la montée, mais dont la mission s'annonce délicate.

Ainsi, la JSM Béjaïa rendra visite au leader et champion, le Paradou AC, qu'il devra battre pour espérer rester dans la course à la remontée. Le derby entre le MCEE et la JSMS devrait être intéressant à suivre, surtout que les Skikdis ont un espoir, ne serait-ce infime, de jouer l'accession.

M. M.

**Le programme :**  
**Samedi 29 Avril à 16h :**  
 MCEE-JSMS  
 MCS-CRBAF  
 PAC-JSMB  
 USMB-CABBA  
 RCA-ASO  
 GCM-ASK (huis clos)  
 USB-ABS  
 WAB-ASMO

### EN A'

## Lucas Alcaraz convoque 27 joueurs

**L'**e nouveau sélectionneur national, l'Espagnol Lucas Alcaraz, a convoqué vingt-sept (27) joueurs pour un stage du 30 avril au 3 mai 2017 au Centre technique nationale de Sidi Moussa, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) mercredi.

Alcaraz qui ne connaît pas encore les joueurs locaux s'est appuyé sur les techniciens de la DTN pour établir cette première liste. Il profitera également de la présence des vingt-trois joueurs

convoqués pour les Jeux de la Solidarité islamique et qui seront également en stage au CTN à la même période pour faire une large revue d'effectif des joueurs du championnat national, précise la même source.

Les joueurs qui font partie de cette première liste et qui sont en même temps concernés par les Jeux de la Solidarité islamique, s'entraîneront avec la sélection nationale des locaux avant d'être mis à la disposition de la sélection olympique le 4 mai 2017,

soit la veille du départ vers Bakou, explique la FAF.

Le prochain match officiel de la sélection algérienne A aura lieu début juin prochain à Alger contre le Togo pour le compte de la première journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2019.

Gardiens de but : Malik Asselah (JS Kabylie), Chemseddine Rahmani (MO Béjaïa), Mustapha Zeghba (USM El Harrach), Oussama Litim (DRB Tadjenant)

Défenseurs : Mohamed Rabie Meftah (USM Alger), Mohamed Benyahia (USM Alger), Mohamed Khoutir Ziti (ES Sétif), Ryad Kamar Eddine Kenniche (ES Sétif), Abdelkader Bedrane (ES Sétif), Saâdi Redouani (JS Kabylie), Houari Ferhani (JS Kabylie), Redouane Cherif (USM Bel-Abbès), Abdelghani Demmou (MC Alger), Hocine Benayada (CS Constantine), Mohamed Amine Madani (USM El Harrach).

Milieu de terrain : Messala

Merbah (JS Saoura), Abderraouf Benguit (USM Alger), Mehdi Kacem (MC Alger), Sofiane Bendebka (NA Hussein Dey), Chemseddine Harrag (USM El Harrach), Ilyès Sidhoum (USM Bel-Abbès)

Attaquants : Abou Soufiane Balegh (USM Bel-Abbès), Abdelmoumène Djabou (ES Sétif), Akram Djahnit (ES Sétif), Rachid Nadjji (ES Sétif), Mohamed Amine Hamia (CR Belouizdad), Zakaria Mansouri (MC Alger).

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

## Tlemcen et Blida

### Saisie de 45 kg de kif traité et près de 7 000 psychotropes

LES SERVICES de sûreté des wilayas de Tlemcen et de Blida ont saisi 45 kg de kif traité et près de 7 000 psychotropes, indique vendredi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

«Les services de la sûreté des wilayas de Tlemcen et de Blida ont saisi dernièrement, lors de deux opérations distinctes, 45 kg de kif traité et 6 922 psychotropes, outre l'arrestation de deux individus», précise la même source.

Par ailleurs, plusieurs décentes ont été effectuées, par les services de police, durant les dernières 48 heures, dans les zones «sensibles» des villes de Mascara, Souk Ahras, Saïda, Sétif et Naama, ayant permis la saisie de «4 425 unités de bois-

sons alcoolisées non facturées». Lors de ces opérations, des armes blanches utilisées dans les vols et cambriolages ont été saisies et 8 suspects arrêtés dont des repris de justice.

Dans la wilaya de Batna, la brigade de recherche et d'investigation (BRI) relevant de la sûreté de wilaya a récupéré dernièrement 37 pièces archéologiques, outre l'arrestation des mis en cause.

Il s'agit de «10 pièces de monnaie argentées datant de l'ère coloniale (napoléonienne) et 24 pièces de monnaie datant de l'époque romaine, outre deux médailles de grand format, un médaillon de couleur jaune de moyen format et une épée».

(APS)

## Transport ferroviaire

### Perturbations à venir sur la ligne El-Harrach/El-Affroun

DES PERTURBATIONS du trafic ferroviaire sur la ligne El-Harrach/El-Affroun seront enregistrées à partir de mercredi suite aux travaux de renouvellement de la voie ferrée de cette ligne, a annoncé vendredi la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) dans un communiqué. «La SNTF informe sa clientèle notamment celle de la banlieue algéroise Ouest que des perturbations seront enregistrées dans la marche des trains à partir du 3 mai suite à des travaux de renou-

vellement de la voie ferrée sur la ligne El-Harrach/El-Affroun», lit-on dans le communiqué. Grâce à ces travaux de renouvellement de cet important axe ferroviaire, explique la SNTF, «la qualité du service offert aux usagers sera améliorée notamment en matière de confort, de sécurité et de vitesse commerciale». Dans ce cadre, la SNTF s'«excuse auprès de sa clientèle pour tous éventuels désagréments causés par ces travaux», conclut le communiqué.

(APS)

## Tizi Ouzou/ Devant le campus U de Tamda

### Un distributeur de glaces mortellement agressé

UN JEUNE a été mortellement poignardé, avant-hier, à l'entrée du pôle universitaire de Tamda dans commune de Ouaguenoune (10 km à l'Est de Tizi Ouzou) a indiqué hier, la cellule de communication de la sûreté de wilaya dans un communiqué. L'auteur présumé du crime a été arrêté durant la même journée par les éléments de la sûreté de Tamda. Selon les indications fournies par la même source, il était peu avant 15 heures quand les policiers ont été alertés au sujet de cette agression dont a été la victime, N.N. (24 ans), livreur de glaces de son état et natif de la région de Draa El-Mizan (sud de Tizi Ouzou). Arrivés sur les lieux de l'agression, les policiers ont trouvé la victime grièvement blessée d'où son transfert aux urgences du CHU de Tizi Ouzou où il a succombé à ses blessures peu de temps après son admission. Les recherches lancées par les éléments de la sû-

té de Tamda ont été couronnées de succès par l'identification puis l'arrestation de l'auteur de ce meurtre, A.D. (35 ans) et natif de Mekla (25 km à l'Est de Tizi Ouzou). L'enquête ouverte par la police se poursuit toujours pour élucider les circonstances exactes de ce drame.

Hamid M.

## Aéroport de Béjaïa

### Une arme à feu et un chargeur à munitions saisis

LES ÉLÉMENTS de la police des frontières de l'aéroport Abane-Ramdane de Béjaïa ont saisi dernièrement une arme à feu de type Mab et un chargeur de munitions sur un voyageur en provenance de Paris (France), a-t-on appris de la cellule de communication de la sûreté de wilaya hier. L'arme à feu, découverte lors d'un contrôle au scanner, était démontée en plusieurs pièces et dissimulée dans un pot de peinture, précise la même source. Les policiers ont découvert l'arme suite à la fouille minutieuse des bagages du voyageur qui a fini, également, par la saisie d'un chargeur à munitions et 48 cartouches de calibre 7.65, a-t-on ajouté. Un dossier judiciaire a été établi à l'encontre du mis en cause dont les initiales répondent à A.A. et âgé de 76 ans. Il est inculpé «pour importation d'armes à feu sans autorisation», relève-t-on dans le communiqué.

H.C.

FRANCE

## L'INQUÉTANTE MONTÉE DU FRONT NATIONAL



Louis

Djalou@hotmail.com

## Vieille porte «Bab El-Fouka» à Béjaïa

### Le wali ordonne en urgence des travaux de consolidation du site

■ «Le wali a instruit le chef de daïra afin de prendre en charge l'opération de réhabilitation qui a été gelée par le ministère de la Culture». Il a constaté la dégradation du site qui s'est aggravé avec le temps et a mesuré l'impérieuse nécessité d'effectuer des travaux de consolidation de cette infrastructure.

Par Hocine Cherfa

Les travaux de consolidation de la porte de «Bab El-Fouka» vont bientôt reprendre. «La décision a été prise par le wali Mohamed Hattab, lors de sa visite de travail et d'inspection qu'il a effectuée sur le site la semaine dernière», a indiqué la cellule de communication de la wilaya. «Le chef de l'exécutif a instruit le chef de daïra afin de prendre en charge l'opération de réhabilitation qui a été gelée par le ministère de la Culture», a ajouté la même source. Le wali a constaté la dégradation du site qui s'est aggravé avec le temps et a mesuré l'impérieuse nécessité d'effectuer des travaux de consolidation de cette infrastructure. «Après avoir constaté de visu la dégradation des lieux et vu l'urgence,

puisque cette porte ancestrale est soumise aux effets des affaissements de terrain qui affectent tout le site, accablé de plus par le mouvement des véhicules qui chaque jour en apporte son lot de déstabilisation, le chef de l'exécutif a demandé au directeur de la culture d'entamer, immédiatement, les travaux.

Classée patrimoine national le 17/11/1903, et construite entre 1067 et 1071, «Bab El Bounoud», appelée aujourd'hui «Bab El Fouka», est flanquée de deux tourelles toujours visibles d'où les sentinelles pouvaient surveiller les alentours, et probablement surmontée d'un prétoire royal d'où le sultan pouvait admirer l'arrivée des caravanes et accueillir ses hôtes de choix. Cette porte a deux ouvertures, dont la plus authentique est celle qui se situe à gauche depuis l'extérieur de la ville. Construits aussi sous le règne du sultan En Nacer, les remparts se présentaient comme un immense mur d'enceinte, flanqué de tours de garde et contenaient six portes d'accès. L'enceinte formait un vaste triangle dont la base longeait la mer et le sommet situé à quelque 663 mètres d'altitude, dominant ainsi le golfe de la ville de Béjaïa (ex-Bougie). Aujourd'hui, il ne reste que quelques traces de ces murailles dont les plus visibles sont celles qui apparaissent sous les structures de l'ex-marché Philippe et celles situées sur le territoire du Parc national de Gouraya; ces

remparts, témoins incontestables du passé glorieux de la capitale des Hammadides.

H. C.

### Ath Zemenzer (Tizi Ouzou) Disparition mystérieuse d'un enfant de 9 ans



LA FAMILLE Mahdad d'Ath Zemenzer (15 km au sud de Tizi Ouzou) est sans nouvelle de son fils Salim, âgé de 9 ans, depuis jeudi dernier. Selon la famille, le petit Salim n'a plus donné signe de vie depuis la matinée du jeudi. Les services de sécurité ont été alertés et un avis de recherche a été lancé. Et jusqu'à hier après-midi, on est toujours sans nouvelle du petit Salim, selon un membre de sa famille joint par téléphone.

H.M.